



Union Fédérale des Syndicats de l'État - CGT

Montreuil, le 30 novembre 2023

Monsieur Stanislas Guerini
Ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques

Objet : Préavis de grève pour la journée du 12 décembre 2023

Monsieur le Ministre,

Force est de constater, partout dans le monde, la montée des nationalismes et de l'extrême droite à l'image des résultats des élections aux Pays Bas et en Argentine.

L'UFSE réaffirme son combat contre l'antisémitisme, toutes les formes de racisme et d'oppression.

Le gouvernement épouse à l'évidence les idées de la droite extrême et de l'extrême droite avec la loi dite du Plein emploi et le projet de loi immigration. Ces deux lois sont une nouvelle dégradation des droits sociaux et une entreprise de division du monde du travail et de la population que l'UFSE appelle à combattre.

Les attaques contre la Fonction publique se poursuivent (abandon ou transfert de missions, privatisation, différenciation) et s'inscrivent dans la poursuite et l'amplification des politiques néolibérales : nouveau projet de loi Fonction publique, nouvelle revue des dépenses publiques à la baisse, austérité budgétaire, nouveau gel des traitements et salaires (année blanche pour 2024), remise en cause des droits statutaires et des libertés syndicales.

L'UFSE s'oppose à ces politiques destructrices pour les services publics, tels que la Loi 3 DS et les mouvements de déconcentration et décentralisation et revendique, au contraire, une politique ambitieuse pour les usager·ères et les agents :

- des services publics de plein exercice des missions de proximité sur l'ensemble du territoire au service de toutes et tous,
- des créations d'emplois statutaires partout où c'est nécessaire et la titularisation des non-titulaires,
- l'augmentation du pouvoir d'achat, par l'augmentation et l'indexation du point d'indice,
- la refonte des grilles pour les personnels fonctionnaires et agents non titulaires, actifs et retraités,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- un statut général des fonctionnaires garantissant l'égalité de traitement des usagers et l'amélioration des conditions de travail.

L'UFSE réaffirme son attachement à l'unicité des politiques publiques de l'État sur l'ensemble du territoire et s'oppose à toute forme de différenciation.

Pour l'UFSE, contrairement aux lois de finances adoptées à coups de 49.3, ces revendications sont finançables par une autre appropriation, utilisation et répartition et des richesses.

L'UFSE condamne l'utilisation de l'épargne populaire (Livret A...) à des fins de financement de l'industrie d'armement et d'une économie de guerre.

Union Fédérale des Syndicats de l'État- CGT

263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX tel: **01 55 82 77 56** - mel : ufse@cgt.fr

C'est pourquoi, l'UFSE-Cgt appelle l'ensemble des agent.es de la Fonction publique de l'Etat :

- À se mobiliser le 12 décembre prochain à l'occasion de la journée européenne contre les politiques d'austérité et pour l'augmentation des salaires, des traitements, des retraites et des pensions.
- À soutenir toutes les mobilisations en cours comme par exemple la journée de grève contre la réforme de l'enseignement professionnel le 12 décembre, les actions en cours pour le droit de grève dans le contrôle aérien, la grève reconductible au centre Pompidou à Paris, grève de l'OFPRA (office français de protection des réfugiés et apatrides), la grève à Météo France...

Dans le cadre de cette journée européenne de mobilisation du 12 décembre 2023, des agentes et des agents pourraient choisir de participer à ces actions en cessant le travail.

Le présent courrier vaut donc préavis de grève pour tous les personnels de la Fonction Publique d'Etat, ainsi que pour la nuitée en amont et en aval de cette date.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée



Céline Verzeletti
Co-Secrétaire Générale de l'UFSE



Christophe Delecourt
Co-Secrétaire Général de l'UFSE

Copie à :

Madame Nathalie Colin, Directrice Générale de l'Administration et de la Fonction publique

Monsieur Paul Peny, Directeur de cabinet du MTFP